

Convention collective départementale

IDCC : 1886. – **OUVRIERS DU BÂTIMENT
DE LA LOIRE**

(13 octobre 1995)

(Bulletin officiel n° 1995-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 1^{er} mars 1996,
Journal officiel du 19 mars 1996)*

**AVENANT N° 6 DU 16 NOVEMBRE 2004
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2005**

NOR : *ASET0550572M*

IDCC : 1886

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics de la Loire, 17, rue de l'Apprentissage, 42002 Saint-Etienne Cedex 1 ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB 42 a - Saint-Etienne), rue Camille-de-Rochetaillée, 42951 Saint-Etienne Cedex 9 ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB 42 b - Roanne), 15, rue Saint-André, 42300 Roanne,

D'une part, et

Le syndicat construction bois CFDT de la Loire et des Monts-du-Lyonnais ;

L'union départementale des syndicats Force ouvrière de la Loire ;

L'union locale CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de la convention collective départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 6 définit les valeurs des indemnités à compter du 1^{er} janvier 2005. Il annule et remplace l'avenant n° 5.

Indemnité de repas

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur :

- lorsque l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- lorsqu'un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- lorsque le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Cette indemnité est fixée suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2005, 2006 et 2007.

Indemnité de frais de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Les indemnités de frais de transport sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2005, 2006 et 2007.

Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2005, 2006, et 2007.

Indemnités de petits déplacements

	1 ^{er} JANVIER 2005	1 ^{er} JANVIER 2006	1 ^{er} JANVIER 2007
Repas	8,40	8,60	8,82
Transport			
1 a	1,50	1,90	2,40
1 b	2,30	2,35	2,40
2	4,42	4,55	4,66
3	6,92	7,11	7,29
4	10,58	10,83	11,10
5	13,98	14,32	14,68
Trajet			
1 a	0,55	0,70	0,85
1 b	0,75	0,80	0,85
2	2,44	2,51	2,57
3	3,30	3,38	3,46
4	4,80	4,92	5,04
5	6,13	6,30	6,46

Article 2

Les indemnités de petits déplacements fixés par l'avenant n° 6 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 3

En cas d'augmentation du taux d'inflation (hors tabac) supérieure au pourcentage d'augmentation de la moyenne des valeurs d'indemnités retenues chaque année, la commission serait amenée à se réunir, et en tout état de cause, elle se réunira au plus tard au cours du quatrième trimestre 2007.

Article 4

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle conformément aux dispositions du code du travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration à la DDTE-FP ; elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 16 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)